

DEPUIS HIER DIMANCHE

dans l'indifférence générale

RCD

Doter la capitale d'un statut particulier

Le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), qui concourt au niveau d'Alger avec 18 listes pour les Assemblées communales et une liste pour l'Assemblée de wilaya, prône une démarche et un programme novateurs à même de redonner à la métropole son statut de capitale et où la démocratie participative connaîtra une traduction palpable.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Le coup de starter à la campagne électorale, qui a débuté officiellement hier, le bureau régional d'Alger du RCD l'a voulu un partage avec l'opinion, à travers la presse, devant laquelle ont été dévoilés les grands axes du programme électoral du parti dans la circonscription algéroise.

Le RCD travaillera pour doter Alger d'un statut particulier et agira, dans les limites du code communal et de wilaya, pour faire participer le citoyen à la gestion de la collectivité.

Salah Bellmaki, secrétaire national chargé aux élus et aux élections, co-animateur d'une conférence de presse avec Mebaraki Makhoulouf, tête de liste APW, et Dahmane Laker, président du bureau régional d'Al-

ger du parti, a affirmé en ce sens que «le citoyen assistera aux débats en plénière, pour non seulement s'informer des questions concernant sa cité mais aussi palper la manière dont celle-ci est gérée».

Pour l'orateur, l'implication du citoyen dans la gestion est primordiale, tant est que c'est en cela que se décline la démocratie participative, façon la plus à même de garantir une justice sociale. Le candidat tête de liste à l'APW d'Alger, Mebaraki Makhoulouf, a plaidé pour une politique urbaine qui siérait à Alger, une ville qui, a-t-il affirmé, «n'arrive pas à jouer son rôle de capitale». Aussi propose-t-il dans son programme 14 axes vitaux, qu'il a estimés à même de donner à Alger une image de métropole moderne.



Photo : Samir Sid

Des axes qu'il aura tout le temps d'explicitier tout au long de la campagne électorale de proximité dans toutes les communes, y compris celles où le parti ne présente pas de

listes. Une campagne, a-t-il signifié, qui sera ponctuée par un ou deux meetings, dont l'un impliquera peut-être le président du parti, Mohcine Bellabas. Parlant de la campagne

électorale, Salah Bellmaki, qui également représente le parti au sein de la commission Seddiki, a relevé son démarrage poussif du fait de l'incompétence de l'administration. Il a voulu pour preuve le retard mis dans l'installation des commissions locales. Un retard qui a fait que les numéros d'affichage sur les panneaux publicitaires n'ont toujours pas été attribués aux compétiteurs. De même les plages horaires et l'ordre de passage dans les médias audiovisuels n'ont toujours pas été arrêtés. Le RCD, pour rappel, a décidé de décliner l'invitation de passage dans les médias audiovisuels. Pour Salah Bellmaki, il est à se demander si l'Etat n'agit pas sciemment pour discréditer les partis politiques qui sont ainsi forcés à confectionner leurs spots à la hâte. Interrogé au sujet de la question du foncier au niveau de la capitale, Bellmaki a dénoncé le fait que l'Agerfa maintienne toujours de dissimuler l'information, y compris pour les élus, car, a-t-il estimé, le foncier «fait l'objet de prédation».

S. A. I.

ÉLECTIONS COMMUNALES

Jil Jadid a opté pour le travail de proximité

C'est à partir de la capitale que le parti Jil Jadid de Sofiane Djilali a entamé sa campagne électorale pour les locales du 29 novembre prochain.

En présence de leur président, Sofiane Djilali, les candidats du parti Jil Jadid des communes d'Alger-Centre et de Sidi M'hamed ont procédé, hier, à l'inauguration de leur permanence électorale, tout en entamant des discussions et des débats avec des citoyens des deux municipalités.

A Alger, plus exactement au niveau de la place Emir-Abdelkader, Sofiane Djilali a donné le coup d'envoi de la campagne électorale de son parti en inaugurant le siège de permanence.

Il a, par ailleurs, saisi cette opportunité pour répondre aux interrogations des citoyens lors de plusieurs haltes que la délégation a observées.

Dans l'après-midi, la délégation conduite par le président du parti a rencontré ses candidats de la circonscription de Sidi M'hamed. Lors de cette escale, plusieurs permanences électorales ont été également inaugurées ainsi que des débats improvisés avec les citoyens de cette municipalité. Pour le président du parti Jil Jadid, Alger a été choisie comme le point de départ de «notre campagne électorale pour sa symbolique de capitale du pays».

Ce même responsable politique dira que son parti a, à travers ses candidats, opté pour un travail de proximité «à même de leur permettre de débattre avec les citoyens et de leur expliquer leur programme».

A. B.



Photo : Samir Sid

LOUISA HANOUNE À PARTIR DE CONSTANTINE : «Se mobiliser pour immuniser la nation»

En participant aux élections locales du 29 novembre prochain, le Parti des travailleurs entend mener une «résistance contre la déliquescence de l'Etat et des milieux politiques qui n'hésitent plus à allier affairisme et argent sale à la gestion des affaires citoyennes». Et notamment provoquer «la mobilisation générale des citoyens pour immuniser la nation contre les abus orchestrés par de présumés "grands partis" qui ont ouvert les portes aux parvenus et maffieux et de préserver la souveraineté du pays dans sa décision politique». Et cela, même si, regrette Louisa Hanoune, «les conditions générales actuelles ne s'y prêtent pas».

Pour la secrétaire générale du Parti des travailleurs qui a entamé hier sa campagne électorale à partir de Constantine, en organisant une rencontre «organique» des candidats de sa formation au palais de la culture Malek-Haddad, «les conditions juridico-politiques nécessaires au bon déroulement des élections ne sont pas réunies.»

Et Louisa Hanoune en veut pour preuve «la situation politique chaotique dans laquelle se trouve le pays». Une situation intenable, estime-t-elle, qui s'est dégradée encore davantage en raison d'une fraude généralisée lors des législatives. Et surtout par l'invasion du champ politique par une nuée de partis politiques, qu'elle qualifiera de «clubs privés et d'organisations non gouvernementales aux intérêts douteux». «Il faut appeler à une mobilisation générale pour la défense du pluralisme, pour immuniser la

nation. Elle est en danger et a besoin du soutien du peuple.

La défense de la nation est la responsabilité de tous les Algériens. Aussi, il faut participer en force pour défendre la position du parti et récolter le plus grand nombre de voix pour peser sur la scène politique», lance-t-elle sous un tonnerre d'applaudissements à l'adresse des militants.

«L'échec patent» des réformes décidées par le président de la République, «vidées dès le départ, note Louisa Hanoune, de leur substance, a participé également à cette dégringolade qui s'est traduite par une désaffection populaire et un désintérêt manifeste envers la chose politique». Pourtant, estime-t-elle, «aucune mesure de redressement de cette situation n'a été prise».

Sur un autre chapitre, la SG du PT a exhorté les cadres de sa formation à faire campagne contre «la



Photo : NewPress

politique de restriction budgétaire.» «Il est inconcevable et illogique que le budget de 17 ministères soit réduit alors que les caisses du pays sont pleines.

Comment peut-on relancer la roue du développement sans investissements publics locaux ? Il est de notre devoir d'attirer l'attention des travailleurs sur cette question.»

Pour Louisa Hanoune, il est également inconcevable de prôner l'austérité et prêter en même temps 5 MDS au FMI, responsable, a-t-elle estimé, «du licenciement de 1,5 million d'ouvriers algériens et de la

liquidation de 1 200 entreprises». Commentant la situation sécuritaire dans le nord du Mali, Hanoune dira que «l'Algérie est cernée par le danger de toutes parts et subi d'énormes pressions de la part des USA et de la France afin qu'elle change sa position de non-ingérence».

«Prenez garde, ils veulent dans le cadre du projet du Grand Moyen-Orient nous plonger dans un labyrinthe. Les menaces qui pèsent sur le pays sont plus sérieuses que ce qui le guettait durant la décennie noire», a conclu Louisa Hanoune.

Farid Benzaid